Zeitschrift: Domaine public Herausgeber: Domaine public

Band: - (2020) **Heft:** 2287

Artikel: Géopolitique et pandémies : et si la futurologie de la Central Intelligence

Agency n'avait pas tout faux : une lecture de son "Monde en 2030"

Autor: Béguelin, Michel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024102

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

émises quant aux effets pervers pour les pendulaires qui n'ont pas le choix de leur déplacement quotidien.

En résumé, la taxation de la mobilité n'a guère de supporters. Mais le gouvernement continue de la privilégier pour résoudre les surcharges de trafic en milieu urbain.

En fixant la tarification de la mobilité avec comme objectif d'assurer son financement dans le temps, on doit reconnaître au gouvernement une bonne capacité d'anticipation. Car à terme, les coûts de la mobilité vont exploser. Et les ressources financières stagnent ou ont tendance à diminuer.

Des travaux d'Hercule sont à prévoir. Il s'agira de réviser la Constitution fédérale (qui prévoit l'utilisation gratuite des routes) et de nombreuses législations concernant les compétences en matière de transports privés et publics.

D'une part, dans les agglomérations urbaines, le réseau routier est financé selon que les routes sont d'importance fédérale, cantonale ou communale. D'autre part, l'impôt sur les véhicules est une compétence cantonale.

Pour les transports publics, les entreprises exploitantes fixent elles-mêmes leurs tarifs, la Confédération se limitant à énoncer des principes via la loi sur les transports des voyageurs.

La multiplicité des acteurs impliqués dans les communautés tarifaires n'est pas de nature à faciliter la détermination des tarifs lors des pics d'affluence des trains.

Et, bien sûr, il y a la remise en question de l'abonnement général dont on connaît le succès.

Il importera de prendre connaissance de la disponibilité des cantons et des communes à participer aux projets modèles annoncés par la Confédération. Les effets de la crise du Covid-19 sur la mobilité pourraient les inciter à plus d'intérêt pour la mobilité tarifée. A suivre pour juger de son acceptabilité sociale et politique.

Des défis de taille sont donc à relever, d'autant plus que la poursuite des objectifs va accroître les points de divergences entre partisans et opposants. La tarification de la mobilité: une stratégie qui, selon le Conseil fédéral, demande une quinzaine d'années.

Géopolitique et pandémies

Et si la futurologie de la Central Intelligence Agency n'avait pas tout faux. Une lecture de son «Monde en 2030»

Michel Béguelin - 22 mai 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/36727

La détection précoce des problèmes constitue l'une des bases de l'action politique. A ce titre, le rapport de la *Central Intelligence Agency* (CIA), «*Le Monde en 2030 vu par la CIA*», situe les pandémies dans le cadre mondial des perturbations les plus graves – ce rapport se présentant

comme «La Bible des puissants», selon le bandeau de couverture de l'édition française en livre de poche parue en 2013, ne manque pas d'intérêt au temps du Covid-19.

Les 378 pages de cet ouvrage sont d'une lecture rendue exigeante par la densité des données et des variables exposées. Le sérieux du document impressionne. Il présente une concentration probablement unique de compétences, pas seulement états-uniennes puisque 166 autres pays ont participé.

D'une part, l'ouverture d'esprit

est assumée, y compris l'autocritique: certes en dernière position, mais pour la première fois, les Etats-Unis figurent sur la liste des risques planétaires. D'autre part, les prévisions sont vérifiables dans la durée.

Vérification par l'exemple

Un exemple actuel à propos des risques de conflits, en l'occurrence la pénurie mondiale d'eau douce. Le rapport évoque le «stress hydrique» concernant 1,4 milliard de terriens. Le cas du Nil Bleu est cité, parmi beaucoup d'autres.

Un barrage sur ce fleuve, financé par la Banque mondiale, va créer prochainement le plus grand lac artificiel d'Afrique (trois fois le lac de Constance). L'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan sont concernés. Pas qu'un peu, des menaces de guerre ont été proférées.

Le correspondant de la Neue Zürcher Zeitung à Nairobi annonçait, le 17 janvier dernier, que l'administration américaine a convoqué à Washington les représentants des trois pays afin de fixer le rythme de remplissage du lac du Nil Bleu.

Quatre ans pour la meilleure rentabilité des 6'500 mégawatts attendus du barrage éthiopien, vingt et un ans pour éviter le risque de famine aux quelque cent millions d'Egyptiens. Les discussions sont en cours. Dans ce cas, les Etats-Unis semblent

jouer leur rôle de première puissance mondiale. Sans doute pour éviter que quelqu'un d'autre vise la place.

Une nuance de taille

En matière de pandémies, Le Monde en 2030 confirme ce que disait le précédent ouvrage établi à l'horizon 2025 (DP 2282). Sauf que la version actualisée contient un encadré intitulé «Pandémies: questions sans réponse». Deux phrases, rédigées en 2012 rappelons-le, offrent la possibilité à chacun de constater aujourd'hui la pertinence de la première, et la relative exactitude de la seconde.

«Un agent pathogène respiratoire nouveau facilement transmissible qui tue ou rend invalide plus de 1% de ses victimes est l'un des événements les plus déstabilisateurs possible.»

«De nouvelles découvertes biologiques prometteuses permettant d'identifier plus rapidement les agents pathogènes et de développer les vaccins et les médicaments appropriés existent: cependant de telles avancées peuvent être inadéquates pour contenir la menace.»

Chacun peut remarquer que si «les découvertes prometteuses» annoncées en 2012 ont conduit à une identification rapide de l'agent pathogène, elles n'ont pas encore permis de «développer les vaccins et les médicaments appropriés».

Cette situation est le reflet de la stratégie des grandes sociétés pharmaceutiques: négliger la prévention sous forme de vaccins pour se concentrer sur les effets des pandémies, beaucoup plus lucratifs avec l'explosion de la demande de médicaments. Voir la féroce course actuelle.

Avant «America first»

Nouveauté fondamentale, le rapport 2030 présente les risques planétaires classés par ordre décroissant de gravité: «Les cyanes noirs potentiels susceptibles d'entraîner les plus grandes perturbations». Le premier est une «grave pandémie», le deuxième «les changements climatiques accélérés», le troisième «l'effondrement de l'Euro/Union européenne», suivi par «un effondrement de la Chine ou son accès à la démocratie».

On trouve ensuite «une réforme de l'Iran, une guerre atomique ou cyberattaque, une tempête solaire» et, huitième et dernier grave risque planétaire, «un désengagement des Etats-Unis».

Dans la multitude foisonnante de questions suivant la lecture de cette liste, le choix d'une seule. En 2012, la CIA estimait que l'accès de la Chine à la démocratie était «susceptible d'entraîner les plus grandes perturbations». Cette affirmation signifie-t-elle que le non-accès de la Chine à la démocratie serait un avantage pour les Américains (et le reste de la planète)?

Toujours à propos de nouveautés, citons enfin une phrase de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) figurant dans le rapport: «Les pandémies ont débuté subitement sans avertissement, elles se sont propagées à travers les populations mondiales à une vitesse effrayante et ont laissé des dommages considérables dans leur sillage».

A l'heure actuelle, personne ne peut nier la justesse de cette phrase. Est-ce cela qui explique la colère du président Donald Trump à l'égard de l'OMS. Faut-il punir le porteur du message?

Une phrase qui assomme

Le dernier alinéa de l'encadré «pandémies» est consacré aux efforts en matière de vaccins et de médicaments. Et le rapport mentionne les formes de «maladies résistantes aux médicaments [...] qui pourraient se propager, augmenter significativement les coûts de la santé et renvoyer de larges pans de la population à l'équivalent de l'époque pré-antibiotique».

L'ultime phrase: «Les avancées de l'ingénierie génétique d'ici à 2030 peuvent permettre à des dizaines de milliers d'individus de synthétiser et de

transmettre ces nouveaux agents pathogènes, ce qui aggraverait une immense menace produite déjà naturellement». Ainsi parle «La Bible des puissants».

Cette phrase n'est pas là par hasard. Elle explique la première position des pandémies dans la liste des calamités à prévenir. Huit ans plus tard, avec les progrès réalisés dans l'intervalle en matière d'ingénierie génétique, elle est terriblement actuelle – dans le sens premier de l'expression. Son interprétation dans le cadre du bilan Covid-19 pèsera de tout son poids.

Or voilà que dans un article publié le 17 mai par la NZZ am Sonntag et intitulé «Die Virenschmiede» (La forge de virus), on annonce qu'une équipe de l'Université de Berne a réalisé, le 12 février dernier, le clonage du Virus Sars-Cov-2; un événement qu'elle a fièrement relaté dans la revue internationale «Nature».

«La reconstruction d'un virus prend une semaine» annonce l'équipe qui célèbre le résultat. Le journaliste scientifique de la NZZ dominicale, Martin Amrein, s'est renseigné sur la portée de cet «exploit» auprès de Kevin Esvelt, biologiste moléculaire travaillant au

Media Lab du *Massachusetts Institute of Technology*.

Cet expert, spécialiste en sécurité biologique, juge «problématique» l'article paru dans «Nature» puisqu'il détaille le protocole suivi – et le rend facilement reproductible, avec le risque de «réveiller» d'autres virus, plus agressifs que le Covid-19.

«Une telle information, préciset-il, représente un grand danger, même utilisée sans mauvaise intention [...] Il ne faut pas rendre accessibles des savoirs trop dangereux.»

Et l'article se termine sur un inquiétant constat: «Nombre de scientifiques n'ont pas conscience d'un tel danger». Des Suisses contribueraient-ils activement à l'aggravation du pire risque encouru par l'humanité d'ici 2030 tel qu'envisagé par le rapport de la CIA?

Au reste, «La Bible des puissants» déçoit les potentiels fidèles. Remplacer les chevaux de l'apocalypse par un vol de cygnes noirs n'apporte pas une puissante contribution au bienêtre de l'humanité. Par contre, elle constitue un document solide, pour la détection précoce des problèmes afin d'apprendre, par exemple, à tirer à la même corde.